

une heure pour le souper et poursuive le débat à 7 heures.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Le président du Conseil privé (M. MacEachen) suggère également, je suppose, que nous suspendions l'heure des députés.

**M. MacEachen:** Oui, monsieur l'Orateur.

**M. McGrath:** Monsieur l'Orateur, mon parti est d'accord avec la proposition que vient de faire le ministre.

**M. l'Orateur:** La Chambre convient-elle qu'un ordre soit adopté en ce sens?

**Des voix:** D'accord.

**M. McGrath:** Je ne parviens pas à comprendre pourquoi le gouvernement n'a pas eu recours à certains des programmes à sa disposition pour lutter contre le haut niveau du chômage au pays et surtout à Montréal et à Vancouver. J'espère que lorsque le ministre prendra la parole pendant ce débat, il dissipera les craintes que nous éprouvons sur la façon dont ce programme a été appliqué et sur les conséquences de la désignation par le gouvernement de la ville de Montréal et d'une partie de l'Est de l'Ontario. Cela rend virtuellement impossible à des provinces telles que Terre-Neuve de concurrencer Montréal en attirant des industries créatrices de nouveaux emplois comme le voudrait le programme. Voilà ce qui nous préoccupe. Des députés du NPD ont évoqué ce sujet dans leurs discours sur leur amendement à l'étape du rapport.

● (4.00 p.m.)

Une analyse du programme révèle que les plus fortes subventions ont produit le moins d'emplois. Cette anomalie exige sûrement des explications. Il doit bien y avoir une raison à cela. Le député de Regina-Est (M. Burton) en a parlé et les témoignages entendus au comité indiquent en effet que les plus fortes subventions ont créé le moins d'emplois. J'espère que le ministre expliquera la situation et qu'il dissipera nos craintes compréhensibles à ce sujet.

C'est le seul programme de développement que nous avons. D'ici à ce que le gouvernement en propose un nouveau, nous ne pouvons qu'espérer qu'il remplira ses objectifs de manière efficace. Nous espérons que l'étude entreprise par le conseil consultatif à Terre-Neuve révélera des moyens de rendre le programme efficace dans cette province où une aide de ce genre est vraiment nécessaire. Nous espérons en effet que les subventions supplémentaires nous permettront de soutenir la concurrence en dépit de la désignation de Montréal.

Nous voulons que le programme réussisse. Nous avons essayé de faire des critiques constructives et les discours que mes honorables amis feront au cours de la journée les réitéreront. Je veux qu'on comprenne bien qu'une critique constructive ne doit pas être interprétée comme une opposition au principe du bill. Nous approuvons ce

que le ministre tâche d'accomplir, mais nous mettons en doute sa façon de procéder. Nous espérons sincèrement que le programme portera des fruits, qu'il créera des emplois, mais aussi qu'on pourra justifier l'anomalie d'une situation où les plus fortes subventions sont celles qui ont créé le moins d'emplois et aussi la disproportion entre le nombre d'emplois créés dans les régions de chômage généralisé et dans celles où il est limité. Cela dit, je répète l'opinion de mon parti: nous appuyons le principe du bill, mais nous mettons en doute les procédés d'application du gouvernement.

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, si je participe au débat c'est qu'à mon avis, et de celui de mes amis, le bill est foncièrement mauvais. Comme l'a dit un des témoins au comité, c'est une monstruosité administrative et la négation même du concept du développement régional bien compris et appliqué convenablement.

Tout Canadien sensé se rend compte que le problème des disparités régionales est prioritaire au pays. Tous les Canadiens, sans exception, veulent ardemment se défaire des disparités régionales en ce qui concerne le revenu, le niveau de vie, les possibilités d'emploi, le bien-être social et tous les autres domaines de notre société. Les secteurs désavantagés du Canada souffrent depuis des décennies. Nous avons cru comprendre que le gouvernement actuel surtout s'était engagé à s'occuper des disparités régionales d'une façon efficace et planifiée. Ce qui est triste et dangereux, c'est qu'il n'a pas procédé ainsi. De fait, d'après les bribes de renseignements que le ministre a donnés au Parlement, le programme semble être dans un désordre inouï.

Chaque député et chaque Canadien éprouvent certaines préoccupations face aux problèmes qui se posent au Québec et qui, au moins en partie, ont été à l'origine de la crise que nous avons traversée ces derniers mois. Au cours d'un débat précédent, j'ai dit qu'en tant que Canadien et député, j'étais prêt à donner mon appui à toute mesure efficace et raisonnable susceptible d'assainir l'économie du Québec, afin d'y réduire le chômage, dès cet hiver si possible ou tout au moins d'ici un an ou deux, pour mettre partiellement fin au mécontentement, au ressentiment et au découragement qui règnent dans cette province. Mais qu'il me soit permis de dire au ministre que ce bill, aussi bien que le programme de développement régional, sont un bien mauvais moyen de régler la situation au Québec. On ne saurait résoudre un problème qui, on l'espère, n'est que temporaire par un programme censément à long terme.

Les causes de la situation au Québec, et à Montréal en particulier, sont très différentes de celles qui sont à l'origine des problèmes des provinces Maritimes ou de certaines régions du Manitoba. Par exemple, la question du coût des transports ne se pose pas au Québec ou à Montréal, ni celle de l'absence d'une infrastructure, comme c'est le cas dans les provinces de l'Atlantique. Le problème de l'éloignement des marchés ne se pose pas comme dans les provinces atlantiques.

Il n'existe à Montréal ou au Québec aucun de ces problèmes qui sont à la base de la stagnation économique